



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

27 juin 2017



QUÉBEC/CANADA

ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE (APFF)

L. Godbout et S. St-Cerny, « *Analyse budgétaire 2017 – En filigrane des discours budgétaires* », dans *Stratège*, Juin 2017, Volume 22, numéro 2, pp 8-14.

Où prennent leur source les surplus budgétaires du Québec? La réponse à cette question devra orienter nos choix collectifs.

La question de l'équilibre budgétaire des gouvernements continue de teinter les réactions de ceux et celles qui s'intéressent aux finances publiques durant la période de couverture des budgets des provinces et du fédéral.

Encore cette année, le Québec présente un budget équilibré et il en ira de même pour les cinq prochaines années. De son côté, le second budget du gouvernement fédéral libéral montre des soldes budgétaires négatifs sur toute la période de projection (2016-2022). Et il n'y a aucune indication sur un éventuel retour à l'équilibre budgétaire ou sur un plan de retour à l'équilibre.

En filigrane des discours budgétaires, on voit aussi poindre une certaine volonté de revoir les mesures fiscales existantes.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

C. Vincent, S. St-Cerny et L. Godbout, « *La fiscalité est-elle neutre par rapport au sexe? Une analyse différenciée selon le sexe des mesures fiscales* », Juin 2017, 52 p.

Les mesures fiscales plus favorables aux hommes sont celles relatives à l'accumulation de richesse et au traitement fiscal préférentiel consenti à diverses formes d'actifs alors que les mesures plus favorables aux femmes sont celles qui visent en priorité les personnes en situation de vulnérabilité.

La fiscalité est-elle neutre par rapport au sexe? La réponse simple est « oui », puisque les règles fiscales s'appliquent à tous les contribuables de la même manière, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme. Mais, pour qui s'intéresse aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes, la réponse est plus complexe.

Dans ce cahier de recherche, nous proposons une discussion des enjeux liés à l'équité du régime fiscal sous l'angle des inégalités entre les sexes. La prémisse de l'étude est que les taxes et impôts ont forcément un impact différencié selon le sexe, puisque les hommes et les femmes jouent des rôles différents et ont des comportements de travail, de consommation et d'épargne différents.

BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Directeur parlementaire du budget, « [Endettement et vulnérabilité financière des ménages – Événements récents et perspectives](#) », 20 juin 2017, 22 p.

L'endettement des ménages s'est accru considérablement de 2002 à 2011, puis semble s'être stabilisé au cours de la première moitié de 2015 à un peu moins de 170 % du revenu disponible.

Le présent rapport examine les récents développements concernant les finances des ménages, dont il évalue les perspectives de vulnérabilité financière à moyen terme en fonction des Perspectives économiques et financières d'avril 2017 du DPB. L'évaluation s'appuie toutefois sur des indicateurs financiers représentant des moyennes générales, ce qui peut masquer des variations considérables entre les ménages.

Ce qui importe le plus en matière de vulnérabilité financière n'est pas tant le niveau de la dette par rapport au revenu que la capacité des ménages de respecter leurs obligations liées au service de la dette. La vulnérabilité financière se mesure généralement par le ratio du service de la dette (RSD), soit le remboursement de la dette exprimé par rapport au revenu disponible des ménages. Ici, nous reprenons la mesure du RSD utilisée par Statistique Canada, qui comprend le paiement requis du principal et des intérêts, mais qui exclut les remboursements anticipés. Statistique Canada publie également un RSD (intérêts seulement).

Dans l'avenir, la mesure dans laquelle les ménages deviendront plus vulnérables financièrement dépendra en fin de compte de leur capacité à assurer le service de leurs dettes et, par consé-

quent, de l'évolution des taux d'intérêt et de l'endettement des ménages. Nous prévoyons que l'endettement des ménages s'accroîtra non seulement à cause de la hausse projetée des taux d'intérêt, mais également en raison de la progression constante du prix réel des maisons et du niveau élevé de confiance chez les consommateurs.

FRASER INSTITUTE

N. Veldhuis et M. Palacios, « [The impact of proposed NDP-Green Tax changes on British Columbian families](#) », Juin 2017, 6 p.

Colombie Britannique: Hausse des impôts personnels, de la taxe de carbone et autres changements fiscaux majeurs sont à prévoir si le gouvernement NDP-Vert est porté au pouvoir.

An NDP-Green government in British Columbia would result in a marked shift in tax policy in the province. The new government would impose several significant tax increases including a rise in personal income taxes, carbon taxes, and business taxes. These increases would add a further \$1.4 billion to the tax burden of British Columbians, assuming that the carbon tax increase was fully implemented.

Under the proposed NDP-Green tax changes, the average family's tax bill would increase by \$594, including a \$482 increase in fuel and carbon taxes.

BC families across the income spectrum can expect to pay more in taxes. Specifically, the increase in total taxes ranges from \$144 for an average family in the \$20,000 to \$50,000 income group to over \$1,000 for an average family in the \$150,000 to \$250,000 income group. The NDP-Green proposed Climate Action Rebate will likely protect those in the lower income group from some or all of the tax increase though details of the rebate are unknown as of this writing.

Given the spending initiatives outlined in the NDP-Green Agreement and the billions of dollars of un-costed promises in the NDP election platform, an NDP-Green government would almost certainly institute tax increases beyond those listed above and/or run annual budget deficits

(i.e., deferred taxation), neither of which are included in this analysis

FRASER INSTITUTE

M. Palacios, F. Ren et C. Lammam, « [Canadians celebrate tax freedom day on June 9, 2017](#) », Juin 2017, 12 p.

En 2017, les Canadiens célèbrent le jour de libération fiscale le 9 juin, soit en hausse de 9 jours depuis 1981.

In 2017, the average Canadian family will earn \$108,674 in income and pay a total of \$47,135 in taxes (43.4%).

If the average Canadian family had to pay its total tax bill of \$47,135 up front, it would have worked until June 8 to pay the total tax bill imposed on them by all three levels of government (federal, provincial, and local).

This means that in 2017, the average Canadian family will celebrate Tax Freedom Day on June 9.

Tax Freedom Day in 2017 arrives one day later than in 2016, when it fell on June 8, because the average Canadian family's total tax bill is expected to increase at a faster rate this year (2.4%) than the growth in income (2.2%).

Tax Freedom Day for each province varies according to the extent of the provincially levied tax burden. The earliest provincial Tax Freedom Day falls on May 21 in Alberta, while the latest falls on June 25 in Newfoundland & Labrador.

The Balanced Budget Tax Freedom Day for Canada arrives on June 18. Put differently, if governments had to increase taxes to balance their budgets instead of financing expenditures with deficits, Tax Freedom Day would arrive 9 days later.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

G. Belzile et M. Milke, « [Les subventions aux voitures électriques sont-elles efficaces?](#) », Juin 2017, 4 p.

Les subventions à l'achat de véhicules électriques ont peu d'effet sur les

émissions de GES et coûtent plus cher que d'autres mesures incitatives.

L'Ontario et le Québec se sont fixé d'ambitieux objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES), respectivement de 37 % et 37,5 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Le secteur des transports est crucial pour l'atteinte de ces cibles, puisqu'il représente plus du tiers des émissions dans chacune des provinces². Celles-ci ont donc décidé de miser, entre autres, sur les subventions aux voitures électriques. Cette importante injection de fonds publics nous en donne-t-elle pour notre argent?



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

I. Lav et M. Leachman, « [The Trump Budget's Massive Cuts to State and Local Services and Programs](#) », 13 juin 2017, 19 p.

La réforme de Trump coupera dans les services pour les familles à faible revenu, les gens ayant une santé précaire, les aînés ainsi que les communautés les plus démunies

President Trump's 2018 budget would deeply cut federal funding for programs and services states and localities deliver. In 2027 alone, the cut would reach as much as \$453 billion — 37 percent of state budgets at that time. ¹ The cuts would begin in 2018, when states and localities would need to come up with an additional \$44 billion — equivalent to more than 5 percent of state general fund budgets — to maintain the programs the federal government is shedding. (See Table 1.) More than half the states already have been struggling to close gaps between ongoing costs and revenues in their own budgets; most states could not replace that lost funding without raising taxes significantly. Instead, they'd very likely cut many key investments and public services.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

T. Straw, « [People Losing Medicaid Under House Republican Bill Would Face High Barriers to Coverage](#) », 6 juin 2017, 17 p.

Les Américains à faible revenu, âgés de 60 ans et plus, devront utiliser plus de la moitié de leur revenu pour payer leur prime d'assurance maladie.

The American Health Care Act (AHCA), passed by the House on May 4, would effectively end the Affordable Care Act's (ACA) Medicaid expansion, which has expanded coverage to 11 million low-income adults with incomes below 138 percent of the federal poverty line. Some Republican members of Congress have claimed that people losing Medicaid expansion coverage could purchase insurance in the individual market, with assistance from the House bill's refundable tax credit. But in reality, low-income adults — especially older people — would face out-of-pocket premiums (after accounting for their tax credits) too high for them to realistically afford coverage, and deductibles and other cost-sharing too high for them to realistically obtain needed care.

This paper examines the options people losing Medicaid under the House bill would face in the individual market. It focuses primarily on projected premiums in states that don't take up the bill's option to waive ACA protections for people with pre-existing conditions and ACA requirements for what health insurance plans must cover. As discussed below, the consequences for low-income adults with serious health needs in states that do waive these protections would be even more dire.

TAX FOUNDATION

A. Cole, « [Why Temporary Corporate Income Tax Cuts Won't Generate Much Growth](#) », 12 juin 2017, 9 p.

La baisse du taux d'imposition corporatif de l'administration Trump serait temporaire. Les effets seraient positifs à court terme, mais néfastes à long terme.

In recent months, Republicans in the federal government and in Congress have been considering tax reform ideas. One issue that lawmakers are considering is the difference between temporary and permanent changes in tax policy. While most would prefer to make permanent policy changes, there are procedural limits in the U.S. Senate on permanent policy changes that increase the budget deficit.

Because of these procedural limitations, some lawmakers have taken to considering the merits of a temporary tax cut plan as well, which would sunset after ten years, much like the tax cuts enacted by President George W. Bush in 2001 and 2003.



INTERNATIONAL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

A. Shabunina, B. Gracia, D. Benedek et al., « [The Right Kind of Help? Tax Incentives for Staying Small](#) », 13 juin 2017, 32 p.

Éliminer le critère de la taille de l'entreprise pourrait améliorer les aides fiscales aux entreprises.

Some countries support smaller firms through tax incentives in an effort to stimulate job creation and startups, or alleviate specific distortions, such as financial constraints or high regulatory or tax compliance costs. In addition to fiscal costs, tax incentives that discriminate by firm size without specifically targeting R&D investment can create disincentives for firms to invest and grow, negatively affecting firm productivity and growth. This paper analyzes the relationship between size-related corporate income tax incentives and firm productivity and growth, controlling for other policy and firm-level factors, including product market regulation, financial constraints and innovation. Using firm level data from four European economies over 2001–13, we find evidence that size-related tax incentives that do not specifically target R&D investment can weigh on firm productivity and growth. These results suggest that when designing size-based tax incentives, it is im-

portant to address their potential disincentive effects, including by making them temporary and targeting young and innovative firms, and R&D investment explicitly.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « *OECD Economic Survey Belgium* », Juin 2017, 132 p.

La Belgique devrait, dans le cadre d'une réforme de son système d'imposition, introduire un impôt sur le gain en capital

The latest OECD Economic Survey of Belgium, says that the country performs generally strongly across a number of well-being dimensions, notably work- life balance, health, education and civic engagement. Income inequality after tax and transfers is comparatively low, while Belgium has the lowest gender wage gap among the OECD economies.

Sound macro-economic policies have been supported by important reforms in areas such as taxation, the wage-setting system, pensions, unemployment benefits, as well as measures to improve the business environment for small firms and the self-employed.

However, Belgium still faces important challenges: public investment is too low, the tax mix is not sufficiently aimed at ensuring inclusive growth, and education and labour market policies need to address weak achievement levels among immigrants and other disadvantaged groups.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

Pour vous abonner gratuitement au Bulletin de veille et aux publications de la Chaire :
cftp.eg@USherbrooke.ca